

10^e Rencontres



de l'action locale à l'action internationale

mardi 2 et mercredi 3 juillet 2019 - Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris

« *Développons ensemble
des territoires durables* »

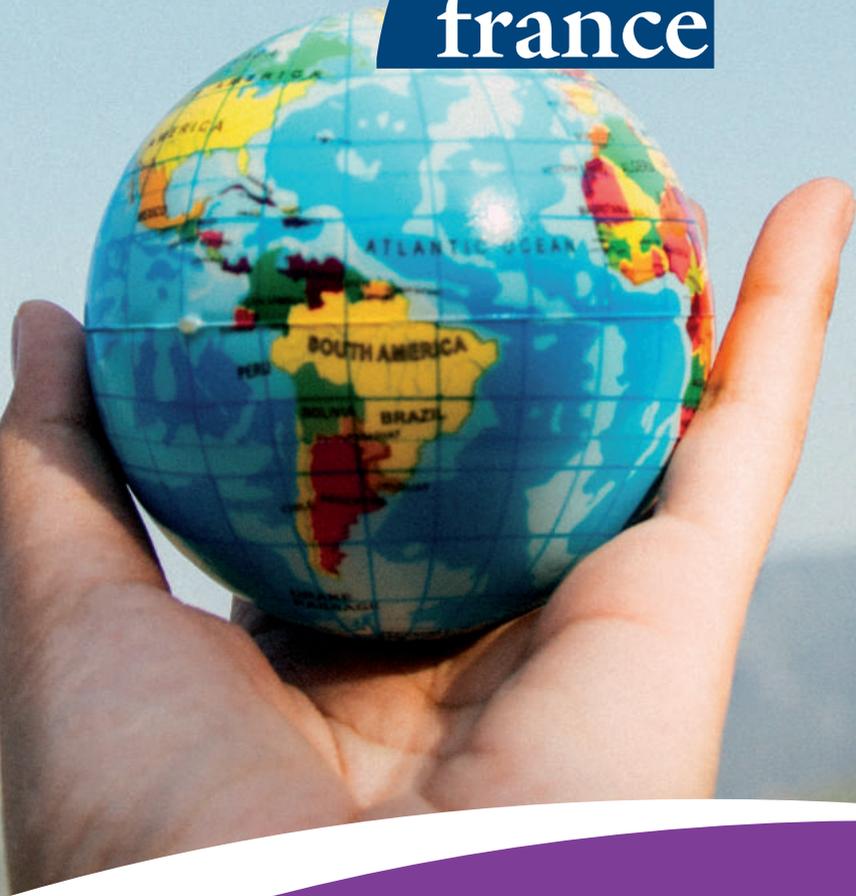
Catalogue programme



Partenaires institutionnels des Rencontres :



cités
unies
france



Rapport d'activités
2018

Sommaire

Éditorial de Roland Ries, Président de Cités Unies France	4
Programme des séances plénières - Présentation des 3 sessions.....	5
Programme des conférences & ateliers	6
Présentation des conférences & ateliers.....	7
Programme des réunions des groupes-pays	30
Présentation des réunions des groupes-pays.....	29
Programme des micro-ateliers	36
Programme - Divers	38
Partenaires institutionnels des Rencontres.....	39
Présentation de Cités Unies France.....	43
Informations pratiques.....	53
Plan des niveaux du Centre des congrès de la Cité des Sciences.....	54
Programme des Rencontres par salle.....	55

10^e édition des Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales : Développons ensemble des territoires durables !

L'urgence d'une transition écologique pour notre planète est devenue un « impératif catégorique »; notre monde est confronté à des crises à répétition qui prospèrent sur le terreau d'inégalités croissantes. Face aux défis collectifs qui s'accumulent, les collectivités locales - au plus proche des citoyens - s'imposent peu à peu comme l'échelon le plus pertinent et le mieux à même de faire émerger des solutions adaptées et innovantes, nécessaires pour construire une société plus juste. Ce sont également les gouvernements locaux qui détiennent une des clés de la mise en œuvre opérationnelle des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'agenda 2030.

Dans ce contexte, le dialogue structuré à l'international de collectivité à collectivité, l'échange de bonnes pratiques ou les programmes de coopération doivent être renforcés. En un mot : l'action internationale des collectivités territoriales (AICT) constitue une composante essentielle à la construction d'une mondialisation plus « heureuse » et plus juste, et les femmes, singulièrement les femmes élues en sont des acteurs majeurs.

Ainsi, les « Rencontres » proposées chaque année par notre association ont pour objectif principal de permettre aux collectivités françaises et étrangères - petites, moyennes et grandes villes, départements, régions, métropoles et autres intercommunalités - de se rassembler, d'échanger, de mutualiser les approches, de créer des liens ainsi que des opportunités de coopération, de faire évoluer les modes d'actions et d'innover dans les partenariats ou de créer de nouveaux projets.

L'édition 2019 marquera les 10 ans des Rencontres et s'articulera autour de quelques grandes sessions pour aborder et nourrir la réflexion sur des thèmes majeurs, pour l'action locale comme pour l'action internationale : formation professionnelle, apprentissage et formation informelle, marketing territorial, aménagement du territoire et gouvernance, villes résilientes-villes durables, égalité femmes-hommes, santé, culture, sport et jeunesse, climat ...

A cette occasion, nous accueillerons un vaste panel d'acteurs de l'international, français et étrangers, des collectivités aux entreprises, des centres de recherche aux associations et ONG... Près de 1 500 visiteurs sont attendus, venant de plus de 30 pays différents. Conférences, plénières, ateliers, groupes-pays, micro-ateliers se succéderont pour favoriser les échanges. Et un cocktail viendra mettre les femmes élues à l'honneur.



Roland Ries,
Président de
Cités Unies France
Maire de Strasbourg

Soyez acteurs de cette 10^e édition des Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales, nous nous réjouissons de vous y retrouver !

MARDI 2 JUILLET

- 12h30** Accueil des participants
- 14h00** Ouverture des Rencontres 2019
 Signature d'une nouvelle convention de partenariat entre Toulouse et Saint-Louis (Sénégal) & Signature de la convention CUF-AFD
- 14h45** Séance plénière 1 : Table ronde autour du fil rouge des Rencontres 2019 :
 « Développons ensemble des territoires durables dans des contextes français, européens et internationaux très mouvants »
- 16h30** Pause café à l'Espace Partenaires
- 17h00** Séance plénière 2 : Présentation des 3 sessions
- 18h30** Mise à l'honneur de femmes élues à l'Espace Partenaires

MERCREDI 3 JUILLET

Présentation des 3 sessions

Pour cette édition anniversaire, 3 SESSIONS sont proposées qui permettront de décliner le fil rouge : « Développons ensemble des territoires durables dans des contextes français, européens et internationaux très mouvants » :



- S'inscrire dans les priorités des axes stratégiques de la France et interroger la place des collectivités territoriales dans ces stratégies ; c'est tout l'objet de la **Session 1** qui portera sur la prise en compte des collectivités dans la **préparation du Sommet Afrique-France de 2020, et des solutions qu'elles construisent pour des « villes durables »**.



- Défricher de nouveaux champs d'action pour les collectivités à l'international, et les accompagner dans la réflexion stratégique : la **Session 2** traitera ainsi des **situations de crises, de post crise, de résilience, de réhabilitation**, et de la place des collectivités aux côtés des acteurs de l'humanitaire, en lien également avec des partenaires de coopération confrontés à une catastrophe écologique ou à un conflit armé.



- Outiller les collectivités et proposer des services dans le cadre d'évolutions législatives ou stratégiques : la **Session 3** s'articulera en effet autour des services rendus aux collectivités notamment pour décrypter et comprendre les **nouveaux enjeux**, et autour de nouveaux modes de faire, qu'il s'agisse de solidarité internationale ou d'attractivité des territoires.

MERCREDI 3 JUILLET

9h00

Conférence : Dans un contexte de sortie de crise en République centrafricaine, comment poser les enjeux de la décentralisation et de la ville durable ?

Conférence : Citoyenneté, démocratie participative et innovation sociale en Afrique : quelle place les collectivités donnent-elles aux femmes et aux jeunes ?

Atelier : Les partenariats Public-Privé à l'étranger sont-ils la panacée ? Analyse des causes des réussites et des échecs

Atelier : Crise et conflit dans les pays partenaires : réaction des collectivités territoriales européennes. Les cas de l'Ukraine et du Nicaragua

10h30

Pause café à l'Espace Partenaires

11h00

Conférence : Quelles solutions les collectivités portent-elles en matière d'Innovation énergétique et climatique en Afrique ?

Conférence : Les entreprises ont aussi des solutions pour construire des territoires durables en Afrique. Echangeons !

Atelier : JESR, un programme algéro-français pour une jeunesse engagée sur les deux rives. Présentation des travaux

13h00

Cocktail- Déjeuner Salle « Le Loft »

14h30

Conférence : Reconstruction en Irak : quels sont les enjeux de la décentralisation et comment les collectivités françaises peuvent-elles s'y associer ?

Conférence : Quelle place pour l'économie sociale et solidaire en Afrique et dans les projets de coopération pour des territoires durables ?

Atelier : Comment les approches concertées (universités, entreprises, collectivités territoriales) peuvent-elles « booster » l'innovation territoriale ?

Atelier : Sécurité et espace public : un exemple de cartographie des politiques publiques incluant une approche «genre»

16h00

Pause café à l'Espace Partenaires

16h30

Conférence : Alliance globale pour les crises urbaines (GAUC) : Quels défis pour les collectivités face aux crises urbaines (réfugiés, reconstruction, résilience) ?

MERCREDI 3 JUILLET

Conférence : Dans des contextes budgétaires contraints, comment mobiliser les dispositifs 1% au service des projets ?

Atelier : Logement abordable et quartiers informels en Afrique : quel rôle, quelles solutions pour les collectivités afin que chacun ait un toit ?

Atelier : Relations internationales des collectivités territoriales : quelles spécificités de la présence française des collectivités à l'international ?

18h00

Restitution des travaux : conclusions et formulation de recommandations au gouvernement

18h30

Clôture des Rencontres

MARDI 2 JUILLET

14h00-14h45 **Ouverture des « Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales »**

- **Jean-Yves Le Drian**, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Anne Hidalgo**, Maire de Paris
- **Roland Ries**, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France
- **Emilia Saiz**, Secrétaire générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis - CGLU
- **Rémy Rioux**, Directeur général, Agence française de Développement

14h45-16h30 **Séance plénière 1 : Table ronde autour du fil rouge des Rencontres 2019 : « Développons ensemble des territoires durables dans des contextes français, européens et internationaux très mouvants »**

Intervenants

- **Carmen Munoz-Dormoy**, Directeur général, Citelum (groupe EDF)
- **François Yatta**, Directeur des programmes, CGLU Afrique
- **Hubert Julien-Lafferrière**, Député, Co-Président, Partenariat Français pour la Ville et les Territoires - PFVT
- Une collectivité

Animatrice

- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale, Cités Unies France

MARDI 2 JUILLET

17h00-18h00 Séance plénière 2 : Présentation des 3 sessions



Session 1 : Vers le Sommet Afrique-France 2020 sur les villes durables : des collectivités en pointe, porteuses de savoir faire et d'expertise, au plus près des attentes des citoyens. Quelle mobilisation ?

En juin 2020, la France accueillera le « Sommet Afrique-France », autour de la thématique des villes durables. À cette occasion, les entreprises françaises ont été les premières à être invitées à venir présenter leurs solutions industrielles pour construire des villes durables en Afrique.

Les collectivités territoriales françaises se sont progressivement invitées à la table des discussions et revendiquent le fait de porter, elles-aussi, des solutions pour contribuer au développement de territoires durables en Afrique.

En choisissant cette entrée « territoire » plutôt que « ville », les collectivités françaises souhaitent rappeler que les enjeux de développement durable doivent intégrer des écosystèmes complexes, alliant urbain et rural, s'attachant à la fois à la création d'activités, d'emplois, fournissant des services publics de qualité, accessibles à tous, favorisant le lien, la participation, et les échanges entre et avec les habitants sur des enjeux aussi divers que l'habitat, la consommation la plus qualitative possible, la mobilité, l'éducation, la santé, la culture, l'environnement.

Pour illustrer ces enjeux que portent les collectivités françaises, et dont elles discutent et échangent avec leurs homologues africains, Cités Unies France et ses partenaires proposent au sein de cette session différents points de vue, angles de discussions, façons d'appréhender le sujet, et discussions, notamment entre acteurs africains et acteurs français. Vous les retrouverez à travers les conférences et ateliers qui sont proposés et qui illustrent des solutions dont les collectivités sont porteuses.

Intervenant

- **Stéphanie Rivoal**, Commissaire générale du Sommet Afrique-France 2020
- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale, Cités Unies France

MARDI 2 JUILLET



Session 2 : Crises, sorties de crises et reconstruction : dans des contextes d'Etats fragiles, quelle stratégie de réponse pour les collectivités face aux crises ?

L'explosion démographique, l'urbanisation rapide, les déplacements de populations dus au changement climatique ainsi que les conflits armés alimentent les vulnérabilités des Etats en voie de développement ou fragiles, et laissent à penser que les crises - catastrophes naturelles ou conflits armés – risquent de se produire de plus en plus fréquemment.

Dans ce contexte, le monde humanitaire paraît prendre conscience des nécessités de mobilisation des pouvoirs publics locaux pour parvenir à optimiser les actions et répondre à ces nouvelles réalités. La nécessité d'un changement de paradigme dans le système de la réponse aux crises vers la « localisation de l'aide » est une réalité. Des synergies sont en cours entre les logiques d'intervention des acteurs de l'urgence d'une part, et du développement d'autre part, et cette prise de conscience s'étend également aux grands bailleurs, notamment européens.

Depuis plusieurs années, les collectivités territoriales que ce soit au titre de leurs compétences, ou dans le cadre d'une politique de solidarité internationale volontariste, montrent un intérêt croissant pour des interventions dans des situations de crise et de post crise. Et ce, dans le cadre de leurs partenariats internationaux, mais pas uniquement.

Le travail de Cités Unies France – CUF, autour du thème « crises et réhabilitation » est né de la demande des collectivités françaises qui désiraient soutenir leur partenaire en situation d'urgence ou de post-urgence.

Intervenants

- **Alain Gresh**, Directeur du journal OrientXXI, ancien rédacteur en chef du Monde diplomatique
- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale de Cités Unies France

MARDI 2 JUILLET



Session 3 : Nouveaux contextes en France et en Europe : Attentes, besoins et outils pour les collectivités territoriales pour développer une action internationale durable et pertinente

L'action internationale des collectivités française est multiforme, fonction des compétences des collectivités, fonction de leurs ressources et de l'ouverture de leur territoire à l'international.

Confrontées à de multiples évolutions, liées notamment aux récentes lois de décentralisation en France, aux lois de finances, elles évoluent dans des cadres contraints et connaissent de fortes réductions budgétaires. Elles bénéficient de réelles possibilités de co-financements de la part des institutions françaises mais se heurtent à deux obstacles : la difficulté à pouvoir intégrer dépenses et recettes externes liées à l'international, dans leurs budgets de fonctionnement, et faiblesse de l'ingénierie dédiée aux actions.

Par ailleurs, reconnues comme telles dans l'actuel plan de programmation de l'Union européenne, elles ne le seront plus dans la prochaine programmation, d'une part, et seront confrontées à une forte concurrence des ONG, beaucoup mieux outillées pour « capter » les financements européens et à celle des autres collectivités européennes, d'autre part, singulièrement du Nord-Ouest de l'Europe, mieux préparées et en capacité de mobiliser ces financements.

Dans ce contexte, Cités Unies France et ses partenaires proposent de décliner en ateliers et conférences ces préoccupations, et d'identifier les pistes, innovations et solutions pour « faire mieux, faire autrement, faire ensemble ».

Intervenants :

- **Carla Montesi**, Directrice pour le secteur Planète et Prospérité de la DG DEVCO, Commission européenne (à confirmer)
- **Geneviève Sevrin**, Directrice générale, Cités Unies France

MERCREDI 3 JUILLET

9h00-10h30



Conférence : Dans un contexte de sortie de crise en République centrafricaine, comment poser les enjeux de la décentralisation et de la ville durable ?



Depuis 2013, Cités Unies France coordonne, avec l'appui du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, l'Union européenne et la Ville de Checy, un programme d'aide à la Ville de Bangui suite au **déclenchement des hostilités qui ont frappé le pays**.

Les premiers temps de la mise en œuvre de ce programme visaient à accompagner la déconcentration des compétences du niveau central au niveau des arrondissements de la ville ; améliorer la gestion des marchés locaux nécessitait un renforcement de la sécurité d'une part, **avec une présence physique sur le terrain, d'opérateurs municipaux recrutés** (EMT Équipe Municipale Temporaire) et de la propreté des marchés d'autre part, pour garantir de bonnes conditions sanitaires et de vente. Le modèle EMT que Cités Unies France a proposé à la ville de Bangui s'inspire de pratiques plus communes type « THIMO » (main d'œuvre à haute intensité contre argent) utilisées par la plupart des ONG, notamment humanitaires. Avec cette différence que c'est bien la mairie qui, via les EMT, offre du travail à la population et non une institution extérieure. Cela soutient l'effort pour **rétablir une confiance des habitants** envers les acteurs publics, tout en augmentant les capacités de la mairie à délivrer un vrai service à la population.

Cités Unies France continue l'accompagnement de la capitale de la République centrafricaine (RCA) vers la mise en place d'une véritable **politique de la ville durable** par la mise en œuvre d'activités qui viseront la cohésion urbaine et la solidarité de l'ensemble des arrondissements de la commune. Aujourd'hui, malgré un contexte toujours difficile, l'espoir d'élections locales trace de nouvelles perspectives pour ce pays en quête d'un nouveau souffle démocratique. En février 2019, le gouvernement et les groupes armés centrafricains ont paraphé l'«accord politique pour la paix et la réconciliation». **En 43 pages, ils s'engagent dans un processus de sortie de crise, axé sur le désarmement, la décentralisation et la justice.**

Le premier volet de la politique de décentralisation devrait concerner l'organisation d'élections municipales. En RCA comme au Mali, une vraie décentralisation pourrait aider le pays à sortir de la crise. Quelles étapes et quels enjeux doivent accompagner ce processus? Quel accompagnement possible par les collectivités françaises ?

MERCREDI 3 JUILLET

Animation

Simone Giovetti, Responsable Europe - International, Cités Unies France

Intervenants pressentis

- **Jean-Pierre Tuquoi**, Journaliste, Le Monde (Afrique)
- **Emile-Gros Nakombo**, Maire de Bangui
- **Constant Ngbondo**, Député centrafricain, chef de la délégation parlementaire en visite à Paris
- **Rémy Rabillard**, Ville de Chécy

9h00-10h30



Conférence : Citoyenneté, démocratie participative et innovation sociale en Afrique, quelle place les collectivités donnent-elles aux femmes et aux jeunes ?



« Investissons dans un homme, nous construirons une famille. Investissons dans une femme et nous construirons une nation », *Maimunah Mohd Sharif, Directrice Exécutive de ONU Habitat.*



En Afrique, tandis que les femmes représentent 52% de la population, elles représentent seulement 6% des élus. La jeunesse constitue tout comme les femmes, une majorité démographique avec 70% de la population africaine ayant moins de 35 ans. Pourtant longtemps mis à l'écart, la part grandissante de ces populations aujourd'hui, crée une réelle ressource pour le développement des territoires. Le dernier Sommet Africités 8 de novembre 2018 à Marrakech, a permis d'impulser un tournant dans cette direction en organisant le premier Forum des Jeunes et en mettant à l'honneur le REFE-LA, le Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique. L'implication des jeunes et des femmes dans la gouvernance locale devient progressivement la condition sine qua non du développement de villes durables et inclusives dont la volonté des politiques locales constitue le levier.

Les actions de coopération décentralisée mettent désormais au cœur de leurs projets la question de l'implication de ces acteurs. Cela pousse à s'interroger sur les outils inclusifs pouvant être mis en œuvre afin que la place donnée aux femmes et aux jeunes dans la gouvernance locale soit assurée. Cette question amène à ouvrir le regard sur les retombées que ces actions peuvent générer en termes d'innovation sociale, de citoyenneté et de démocratie participative.

Dans cette perspective, cette conférence réunira des témoignages croisés entre experts et collectivités territoriales africaines et françaises ayant portés des projets ou des expertises sur cette question. Ils seront illustrés par

MERCREDI 3 JUILLET

des retours d'expériences et des exemples, dans l'idée de créer des échanges et des débats avec l'audience.

Présidente de séance

Reine Mère **Célestine Ketcha Courtes**, Ministre de l'habitat et du développement urbain de la République du Cameroun, Présidente du REFELA (Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique) et ancienne Maire de la commune de Bangangté (à confirmer)

Animation

Brigitte Bariol-Mathais, Déléguée générale de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme

Intervenants

- **Maud Lelievre**, Déléguée générale des Eco-Maires
- **Jean-Daniel Balme**, Délégué général de France Volontaires
- **Valérie Dumontet**, Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aude en charge de la Jeunesse, de l'International et de la Démocratie participative (à confirmer)
- **Foulo Basse**, Expert auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (à confirmer)

9h00-10h30



Atelier : Les partenariats Public-Privé à l'étranger sont-ils la panacée ? Analyse des causes des réussites et des échecs

Le partenariat public-privé (PPP) est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. C'est donc un outil au service des collectivités dans un contexte ou de plus en plus de partenariats se nouent, en France comme à l'étranger.

Modèle unique, plaqué sur tous les continents qui ne fonctionne pas forcément de façon satisfaisante, ou qui n'aboutit pas.

Quelles sont les analyses de réussite, par continent ou sous région ? Quelles sont aussi les analyses d'échec et comment y remédier : Enjeux de renforcement des capacités de gouvernance et de maîtrise d'ouvrage des territoires et de leurs élus, de transparence des financements et marchés publics, de co-production, d'adaptation aux contextes, de prise en compte des attentes des populations et de leur association aux projet ?

MERCREDI 3 JUILLET

Animation

Alexandre Gellé, Chargé de projet Ville durable, MEDEF International

Intervenants

- **Thomas Derichebourg**, Président du Groupe Derichebourg
 - **Jean Roatta**, Adjoint au maire, Ville de Marseille, Président du groupe-pays Maroc de Cités Unies France
 - **Fabien Fellé**, Directeur export, Société POMA
 - **Benoit Pilet**, Adjoint au maire, Ville d'Angers, Animateur de la dynamique Sahel au sein de Cités Unies France
- Un(e) représentant(e) de la Ville de Paris

9h00-10h30



Atelier : Crise et conflit dans les pays partenaires : Réaction des collectivités territoriales européennes. Les cas de l'Ukraine et du Nicaragua

L'Organisation des Nations Unies définit un Etat fragile comme celui qui présente une fracture profonde des liens sociaux au sein d'une partie ou l'entièreté de la société, ou l'absence d'une gouvernance effective capable de répondre aux besoins les plus basiques de la population. Les conflits peuvent être l'origine ou une éventuelle conséquence d'une telle fragilité.

Chaque contexte de conflit ou de crise doit faire l'objet d'une analyse spécifique, mais il est possible d'identifier un élément commun : c'est au niveau des villes que les conséquences des conflits et des crises sociétales, politiques, ethniques ou territoriales, sont les plus visibles. La violence et l'absence de sécurité, l'impact sur l'approvisionnement des services basiques (hôpitaux, écoles, installations d'eau, etc.), les pressions démographiques suite à des déplacements de population internes, entre autres, touchent d'avantage la vie et la gestion des villes. C'est également au niveau des villes que l'érosion de la cohésion sociale se reflète plus clairement par la perte de confiance inter-groupes et vis-à-vis des instances de pouvoir. Une paix durable est difficilement imaginable sans le rétablissement de cette cohésion sociale. La diversité linguistique et culturelle peut être également facteur de tensions. Les effets d'un conflit ou d'une crise peuvent donc être ressentis loin de l'épicentre.

En Ukraine, plusieurs villes au centre du pays ont dû répondre à l'arrivée de réfugiés suite au conflit qui affecte la partie est du pays. D'autre part, depuis 2014, dans sa coopération avec son voisin oriental, l'Union européenne encourage la coopération transfrontalière, les partenariats pour le développement économique local et l'efficacité énergétique et met l'accent sur la lutte contre la corruption comme levier de stabilisation du pays et une amélioration des conditions de vie de la population.

MERCREDI 3 JUILLET

Au Nicaragua, la rupture sociale et politique avec le pouvoir a déclenché des épisodes de grande violence, de répression et de violation des droits humains dans la plupart des villes du pays depuis le 18 avril 2018, avec de nombreux morts. La brutalité de la répression a provoqué des milliers des pertes d'emplois, la fermeture de petites et moyennes entreprises, plus de 500 personnes en prison et l'exil de plus 50 000 Nicaraguayens au Costa Rica.

De nombreux liens de coopération unissent des villes européennes avec des villes au Nicaragua et en Ukraine. Comment ont-elles réagi suite aux dernières évolutions du contexte politique et sociétal dans les deux pays ?

Cette session propose une analyse croisée considérant deux cas très différents, pour analyser quelles stratégies s'offrent aux collectivités locales ayant des partenariats dans un contexte de violences, de conflit ou de répression, et quelles conditions peuvent soutenir ou bien déconseiller le maintien des liens de coopération face à un conflit ou à la violation des droits humains.

Animation

Laia Vinyes Marcé, Chargée de projet, PLATFORMA

Intervenants

- **Julia Soldatiuk**, Responsable des projets Europe et Caucase, VNG International (Association des Municipalités Néerlandaises)
- **Nazar Mykoluyk**, Conseiller sur les personnes déplacées et la protection sociale, Association des villes ukrainiennes
- **Cémence Buchet Couzy**, Chargée de mission éducation à la paix, Société religieuse des Amis (QCEA)
- **Christophe Gaigne**, Conseiller municipal, délégué au jumelage et à la solidarité internationale, Ville de Champigny Sur Marne(à confirmer)

MERCREDI 3 JUILLET

11h00-12h30



Conférence : Quelles solutions les collectivités portent-elles en matière d'Innovation énergétique et climatique en Afrique ?



Il est désormais largement reconnu que les collectivités locales sont confrontées en première ligne aux changements **climatiques** et aux enjeux de **soutenabilité** de leur modèle de développement. En matière d'énergie, certaines collectivités africaines s'engagent dans une réduction de leur dépendance aux énergies fossiles dans plusieurs secteurs clés, aidées ou non par des cadres nationaux plus ou moins incitatifs : transports, production d'électricité, bâtiment.



A l'heure où l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris sur le **climat et de l'ODD 7 sur l'accès à une énergie propre et abordable** sera conditionnée par les décisions d'investissement des 5 à 10 prochaines années :

- Outre les leviers de la commande publique, comment les collectivités peuvent-elles influencer les normes et standards pour réduire la croissance de la consommation d'énergie sur leurs territoires? Ces solutions contribuent-elles à réduire la précarité énergétique des ménages ? Quels sont les facteurs-clés de réussite pour déployer ces solutions au niveau des collectivités en Afrique ?
- Comment la coopération décentralisée peut-elle contribuer à cet effort, nécessairement massif ? Comment favoriser la mise à l'échelle des solutions, qu'elles soient techniques ou organisationnelles ?
- Comment un projet d'énergie peut-il aider une collectivité ou un territoire à s'adapter au changement climatique ?

Animation

Vanessa Laubin, Déléguée générale, Association Climate Chance

Constance Koukoui, Cheffe du service Animation géographique et thématique, Cités Unies France

Présidence de séance

Ronan Dantec, Sénateur de Loire-Atlantique, Président de l'Association Climate Chance

Un(e) représentant(e) d'une collectivité africaine

Intervenants

- 1 métropole africaine
- **Kossi Bruno Loglo**, Maire de Tsévié (à confirmer)

MERCREDI 3 JUILLET

- **Sylvain Davila**, Chargé de mission, Délégation Coopération-Europe-International à la Région Nouvelle-Aquitaine
- **Christine Moro**, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Secrétaire générale de la Commission nationale de la coopération décentralisée
- **Hervé Gouyet**, Président, Electriciens sans frontières
- 1 entreprise

11h00-12h30



Conférence : Les entreprises ont aussi des solutions pour construire des territoires durables en Afrique. Echangeons !



L'Afrique d'aujourd'hui représente 500 million d'urbains sur 1,3 milliard d'habitants. En 2045, toutes les projections prévoient 2 milliards d'Africains, urbanisés à environ 70%, soit 1,4 md d'urbains. En 30 ans, la population urbaine africaine va quasiment tripler. Les villes africaines vont donc connaître une évolution rapide, conséquence des effets amplifiés à la fois par l'exode rural et la croissance démographique, et les impacts des changements climatiques. Face à ce constat, la question de la construction de villes durables se pose avec une urgence toute particulière : la ville africaine doit réussir sa transition et trouver ses modèles avec une mise à l'échelle sans précédent. Cela passera notamment au travers du prisme de la durabilité que nous prenons au sens inclusif du terme (inclusivité environnementale, économique, et sociale).



Or, les entreprises françaises bénéficient d'une expertise unique en la matière. Cette offre mêle exhaustivité sur tous les segments de la ville, savoir-faire public-privé, respect des processus exigeants de marchés publics, intégration de l'enjeu crucial de formation, adaptabilité avec l'existant et la donne locale - notamment sur le sujet de l'habitat informel - inclusion des critères ODD... Elle est aujourd'hui particulièrement mobilisée au travers de différents canaux (Vivapolis, Task Force Ville Durable de MEDEF International) pour apporter des solutions techniques collectives et qui répondent à des problématiques très locales et adaptées aux systèmes de gouvernances locales africains.

Les élus sont au cœur de cette problématique et la question de mise en place de gouvernances locales solides est une condition sine qua non pour relever le défi urbain africain. Ces futurs territoires durables doivent pouvoir allier maîtrise d'ouvrage, transparence, vision prospective de développement, et participation des habitants. Ainsi, il est nécessaire de créer les liens entre les entreprises et les écosystèmes locaux africains. Il faut donc passer ensemble à des travaux opérationnels pour le Sommet 2020 en respectant les écosystèmes locaux africains et en travaillant sur l'amont : financements des projets,

MERCREDI 3 JUILLET

formation des opérateurs locaux privés, renforcement des gouvernances territoriales, mais aussi clarification du cadre juridique et des marchés publics.

Animation

Gérard Wolf, Président de la Task Force Ville durable, Médef International

Intervenants

- **Grégoire Landel**, Société City Tops
- **Marie Chalvignac**, Société Numtech et dispositif FASEP
- **Ivan Dedessus le Moustier**, Relations Infranationales, Région Auvergne – Rhône-Alpes
- Filière Française de l'eau (à confirmer)
- UrbAquitaine (à confirmer)
- Région Nouvelle-Aquitaine (à confirmer)

11h00-12h30



Atelier : JESR, un programme algéro-français pour une jeunesse engagée sur les deux rives

Démarré en 2017, le projet JESR - Jeunes Engagées Sur les deux Rives- et qui signifie également « Pont » en arabe, est un projet de coopération franco-algérienne soutenu par la Commission européenne. Il vise à accompagner et à renforcer les compétences de trois autorités locales algériennes (Bouzeguene, Tichy et El Khroub) pour définir et mettre en œuvre des politiques publiques de jeunesse, concertées et transversales.

Il est porté par Cités Unies France en partenariat avec les associations algériennes NADA (réseau de défense des droits de l'enfant) et l'Etoile Culturelle d'Akbou, et l'association française ADICE (Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes) ; mais également quatre collectivités territoriales françaises : Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Mulhouse (Haut-Rhin) respectivement partenaires des communes de Tichy (Bejaia), Bouzeguène (Tizi Ouzou) et El Khroub (Constantine), ainsi que la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault (Hérault).

JESR s'articule autour de trois volets complémentaires : **1/ la définition d'une politique publique locale de jeunesse**, à travers notamment la réalisation de diagnostics territoriaux partagés ; **2/ la mise en place d'espaces collaboratifs**, en particulier des dispositifs de participation de jeunes ; **3/ le renforcement de capacités des professionnels de la jeunesse** à travers des formations et des visites d'échanges de pratiques en Algérie et en France.



MERCREDI 3 JUILLET

Co-animation :

Cités Unies France et Étoile Culturelle d'Akhou

L'atelier se déroulera selon la dynamique suivante :

◇ 1^{er} temps consacré aux diagnostics territoriaux partagés - Retour sur le processus de mise en œuvre et les perspectives.

1^{er} panel d'intervenants

- **Souraya Akkouche**, Consultante, Algérie
- **Paul Mignon**, Directeur général adjoint, Communauté de communes Vallée de l'Hérault.
- **Sabrina Bouras**, Vice-Présidente de l'Assemblée Populaire Communale de Tichy (Algérie)

◇ 2^{ème} temps axé sur le renforcement des compétences des acteurs de jeunesse

2^{ème} panel d'intervenants

- **Yanis Airouche**, Trésorier de l'association Etoile Culturelle d'Akhou ;
- **Djamel Benia**, Directeur de l'ADICE.

◇ 3^{ème} temps sur les impacts sur les coopérations décentralisées
Le projet JESR a aussi été conçu comme un outil de renforcement des relations de coopération entre collectivités et ce, à travers l'échange d'expériences en matière de politiques locales de jeunesse.

3^{ème} panel d'intervenants

- Représentants du conseil de jeunes de Mulhouse et du Conseil local de jeunes d'Aubervilliers
- **Meriem Derkaoui**, Maire d'Aubervilliers (à confirmer)
- **Anne-Catherine Goetz**, Adjointe au maire en charge des relations internationales à la ville de Mulhouse
- **Jean Villaret**, Président de la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault
- **Bernadette Gautier**, Conseillère municipale déléguée aux relations internationales, Ville d'Epinay-sur-Seine

MERCREDI 3 JUILLET

14h30-16h00



Conférence : Reconstruction en Irak : quels sont les enjeux de la décentralisation et comment les collectivités françaises peuvent-elles s'y associer ?



L'Irak vient de se doter de nouvelles autorités, qui ont fait de la décentralisation une priorité politique majeure. Les relations entre l'Etat central et les grandes régions périphériques, le Nord sunnite qui a été sous la coupe de Da'ech, le Sud du pays et le Kurdistan sont au cœur des enjeux de stabilisation de l'Irak.

Dans ce contexte, les Irakiens sont très désireux d'avoir un appui français dans la mise en place d'un processus de décentralisation administrative efficace. Le modèle d'Etat français qui combine une forte centralisation des décisions avec une forte décentralisation des compétences, intéresse les Irakiens, tout comme les coopérations sur la décentralisation et la gouvernance territoriale.

Quel est le contexte irakien aujourd'hui ? Quel **rôle la France** et les collectivités françaises pourraient jouer dans la sortie de crise de l'Irak ? Que peuvent-elles proposer à l'Irak en matière de coopération décentralisée ? Comment peuvent-elles appuyer la reconstruction des capacités irakiennes ?

Animation

Nicolas Wit, Directeur général adjoint, Cités Unies France

Intervenants

- **Dr. Torhan M. Al-Mufti**, Président du Secrétariat du Haut comité de coordination entre les gouvernorats
- **Jean-François Guillaume**, Chef de la mission pour la stabilisation, Centre de crises
- **Lucyna Graviere**, Responsable du service partenariats internationaux, Région Auvergne-Rhône-Alpes
- **Patrick Klugman**, Adjoint au maire de Paris
- **Dorothee Schmid**, Chercheur, IFRI

MERCREDI 3 JUILLET

14h30-16h00



Conférence : Quelle place pour l'économie sociale et solidaire en Afrique et dans les projets de coopération pour des territoires durables ?



L'Economie Sociale et Solidaire dispose aujourd'hui d'un niveau de reconnaissance internationale jamais atteint. Lois, ministères de rattachement, programmes et fonds de développement nationaux ou locaux, Task Force dédiée des Agences de l'ONU... L'ensemble de ces indices converge vers une opportunité de montée en puissance des stratégies et modèles de déploiement de ce champ. Pour autant, cette reconnaissance, si elle est désormais effective, ne se traduit pas encore systématiquement dans les sommets et négociations formels portés par les Etats, ou dans les démarches de définition stratégique des politiques publiques nationales ou locales de développement durable.

Pourtant, par ses finalités, ses principes d'action, et les co-bénéfices pluriels induits par sa mise en œuvre, l'économie sociale et solidaire rencontre pleinement les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) définis à l'Agenda 2030.

Elle dispose en effet de nombreux acquis et atouts pour contribuer à la vitalité du tissu économique, culturel, social et politique, à toutes les échelles de l'action, pour la transition de nos modèles de développement sociétaux : réponses collectives, agiles et cohérentes aux problématiques territoriales et aux besoins non satisfaits, création de richesses mieux partagées, d'emploi local et pérenne, nouveaux formats de partenariats multipartites pour la co-production des stratégies de développement local résilient, etc.

Les coopérations internationales ayant une dimension économie sociale et solidaire portent sur une grande diversité de champs d'intervention répondant à ces mêmes ODD territorialisés : renforcement des capacités des exploitants agricoles organisés en coopératives, insertion professionnelle des jeunes, réhabilitation et valorisation du patrimoine, développement d'emplois sous forme de coopératives, gestion des déchets, développement du tourisme solidaire, énergies renouvelables, structuration de filières équitables, autonomie alimentaire, finances solidaires, intégration de l'économie informelle, etc.

Ainsi, alors que les enjeux des villes durables sont au cœur des défis d'actualité qui se posent autant en France qu'en Afrique, et que les gouvernements locaux s'emparent pleinement de ces enjeux, cette conférence sera l'occasion de s'interroger collectivement sur les opportunités à saisir, et les moyens à mettre en œuvre pour renforcer la place de l'économie sociale et solidaire au sein des coopérations internationales : aux niveaux local, national et inter-régional, comme nous le proposons en vue du Sommet Afrique-France 2020.

MERCREDI 3 JUILLET

Animation :

Carlos de Freitas, Conseiller spécial du Fonds Mondial pour le Développement des Villes – FMDV

Intervenants :

- **Henri Arévalo**, Elu à l'économie sociale et solidaire et aux coopérations internationales Sicoval, Vice-Président du RTES
- **Christophe Itier**, Haut Commissaire français à l'ESS et à l'Innovation sociale
- **Madani Koumaré**, Président du Réseau Africain de l'Economie sociale et Solidaire (RAESS) - RIPESS
- **Tobias Ndije Mveng**, Maire de Ngomedzap et Président du Réseau des Maires Camerounais pour l'ESS (REMCESS)
- **Marie-Hélène Nedelec**, Vice-Présidente à la Coopération décentralisée, Nantes Métropole
- **Roland Ries**, Maire de Strasbourg, Président de Cités Unies France (à confirmer)
- **Rose-Marie Saint Germès Akar**, Elue à l'économie sociale et solidaire et à la coopération internationale Cergy-Pontoise, Administratrice de Cités Unies France et du RTES

14h30-16h00



VILLE DE
TOURS

Atelier : Comment les approches concertées (universités, entreprises, collectivités territoriales) peuvent-elles « booster » l'innovation territoriale ?

Pour les collectivités qui font face à des contraintes accrues et une pression économique et sociale forte, il s'agit de montrer comment des collectivités territoriales, dans un souci de mobiliser et de faire converger les énergies de leur territoire, parviennent à susciter des partenariats nouveaux ou à en « booster » de plus classiques.

- Comment l'innovation peut-elle devenir un « réflexe » dans l'AICT et de la coopération décentralisée ?
- Comment faire converger champ de la promotion et champ de la coopération ? Avec quels bénéfices et pour qui ?
- Quels sont les outils juridiques et financiers qui permettent aux collectivités de mobiliser les acteurs locaux ?

Décrypter des partenariats multipartites devrait permettre de mieux comprendre comment atteindre à l'horizon 2030, l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».

L'atelier s'appuiera sur des témoignages d'interventions multi-acteurs dans des partenariats avec des collectivités de pays différents.

MERCREDI 3 JUILLET

Président de séance

Jérôme Tebaldi, Adjoint au maire de Tours, délégué aux Relations Internationales et au Rayonnement, Président du groupe-pays Corée de Cités Unies France

Intervenants

- **Marc Desmet**, Vice-président aux relations internationales, Université de Tours & **Conseil régional Centre-Val de Loire** (intervenant à préciser)
- **Régine Charvet Pello**, Directrice générale de RCP et Présidente de Certesens
- **Olivier Ramadour**, Directeur des Relations internationales, Ville de Bordeaux/Bordeaux Métropole
- **Marie-Ange Orihuela**, Responsable du Service International et Europe, Ville de Rennes/Rennes Métropole
- Un Réseau régional multi-acteurs RMMA (à préciser)
- Une collectivité étrangère ou un(e) expert (e)

14h30-16h00



Atelier : Sécurité et espace public : un exemple de cartographie des politiques publiques incluant une approche de genre

Les politiques de planification de nos métropoles répondent encore aujourd'hui à une logique androcentrique, au sein de laquelle les besoins et demandes des femmes et filles, ne sont pas inclus. En conséquence, cela impacte le droit à la ville de celles qui habitent nos métropoles, en réduisant la liberté de mouvement et en affectant l'égalité d'accès à leur participation politique, économique, sociale, culturelle et éducative.

À travers cette perspective, le droit à la ville reflète le phénomène de la violence de genre et une analyse s'effectue à partir de deux idées clés : s'engager et s'appropriier l'espace public.

Le harcèlement sexuel en tant que violence de genre limite le droit à la ville des femmes et des filles, un droit fondamental inscrit dans l'ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables » et l'ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », tous deux présents dans l'Agenda 2030.

L'événement sera l'occasion de présenter le document de recherche de Metropolis « Sécurité et espace public : cartographie des politiques métropolitaines avec une vision de genre » avec les politiques, instruments et stratégies, mis en œuvre par les gouvernements métropolitains en rapport à la sécurité des femmes et filles dans l'espace public.

D'autre part, les panélistes partageront par expériences et leçons de poli-



metropolis ●

MERCREDI 3 JUILLET

tiques métropolitaines visant à mettre fin à la violence sexuelle contre les femmes et filles. Une réflexion sera menée quant à la manière de surmonter les défis et problématiques en matière d'égalité dans le cadre de métropoles plus sûres et inclusives.

Présidente et animatrice de séance

Silvia Llorente Sánchez, chargée de mission : Metropolis Femmes.

Intervenants

- **Jocelyne Bougard**, Adjointe au maire, en charge des relations internationales, Ville de Rennes / Rennes Métropole
- Un(e) représentant(e) de la Métropole du Grand Paris
- Un(e) représentant(e) de l'Association «Genre et Ville»

16h30-18h00

Conférence: Alliance Globale pour les crises urbaines : quels défis pour les collectivités locales face aux crises urbaines (réfugiés, reconstruction, résilience) ?



Avec 60% des 25,4 millions de réfugiés dans le monde vivant dans des aires urbaines, les villes sont toujours en première ligne quant aux réponses à apporter face à ces mouvements de populations. Les autorités locales et nationales, avec la société civile, ses prestataires de services et ses partenaires issus du secteur privé jouent un rôle important croissant dans le développement d'une cohésion sociale et de protection des femmes, enfants et hommes déplacés dans les villes.

Réunissant des représentants issus d'autorités locales, des acteurs humanitaires internationaux ainsi que des acteurs du développement, la session poursuivra les objectifs suivants :

- Fondée sur l'expérience de terrain, les discussions se consacreront sur ce qui constitue une crise urbaine – et, du point de vue d'une autorité locale, de quelle manière les acteurs internationaux ont répondu lors de crises urbaines complexes.
- Démontrer l'impact d'un engagement fort et complémentaire entre les autorités locales, les acteurs humanitaires et de développement afin de renforcer la prévention des crises urbaines et de voir comment y répondre.
- Débattre des enjeux et leçons à tirer des récentes crises urbaines à Mocoa (Colombie) et en Haïti.
- Identifier les processus clés requis afin de développer une structure locale

MERCREDI 3 JUILLET

adéquate pour institutionnaliser un engagement renforcé entre les autorités locales, et les acteurs humanitaires et de développement.

En complément des partages de bonnes pratiques, la session soulignera le travail de l'Alliance Globale pour les Crises Urbaines, lancée au Sommet Humanitaire International. Inspiré par les engagements de la Charte des Crises urbaines, l'Alliance Globale regroupe, comme son nom l'indique, un ensemble de pratiques à la fois globales, multidisciplinaires et collaboratives. Elle promeut par ailleurs les meilleures pratiques et fournit une plateforme destinée au partage des expériences et connaissances.

Animation

James SCHELL, Secretariat de GAUC

Intervenants

- **Emilia Saiz**, Secrétaire générale, CGLU
- **Sylvain Joachim**, AFD
- **Jose Antonio Castro**, Maire de Mocoa, Colombie
- **Jude Edouard Pierre**, Président, Association Nationale des Maires Haïtiens, (FENAMH), Maire de Carrefour
- **Eugene Zapata**, Directeur, Amérique latine et le Caraïbes 100 Resilient Cities Rockefeller Foundation

16h30-18h00



Conférence : Dans des contextes budgétaires contraints, comment mobiliser les dispositifs 1% au service des projets ?

L'adoption de la loi Oudin-Santini en février 2005 a permis aux collectivités locales, aux syndicats des eaux, aux agences de l'eau d'affecter jusqu'à 1% de leurs ressources du secteur de l'eau et de l'assainissement à des projets de coopération internationale dans ce domaine. Cette dynamique a été étendue au secteur de l'énergie puis de la gestion des déchets plus récemment. Les projets dans ces secteurs se développent dans le cadre de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales, ce qui confirme la volonté des collectivités de mobiliser leurs savoir faire et leurs compétences afin de les partager avec leur partenaires étrangers. Néanmoins, force est de constater que les collectivités territoriales sont encore nombreuses à mobiliser leurs fonds propres plutôt que de ces dispositifs.

Cette conférence aura pour objectif de présenter le cadre d'intervention et les outils disponibles, pour permettre aux acteurs de la coopération décen-



MERCREDI 3 JUILLET

tralisée de s'engager dans des projets de coopération dans les domaines de l'eau, de l'énergie ou des déchets en mobilisant cette ressource financière.

Animation

Guillaume Aubourg, Directeur adjoint Coopération décentralisée et non gouvernementale, pS-Eau

Denis Schultz, Directeur du GESCOD

Intervenants

- **Vincent Dussaux**, Directeur des programmes Réseaux Madagascar et Liban (LEWAP), pS-Eau
- **Nicole Miquel-Belaud**, Conseillère Municipale, Toulouse, et **Mansour Faye**, Maire de Saint Louis (Sénégal)
- **Hervé Gouyet**, Président d'Electriciens Sans Frontières (ESF), Cicle
- **Jean Gaubert**, Président, Syndicat d'électricité des Côtes d'Armor
- **Anna Bacardit-Caro** ou **Jessica Tilbian**, Amorce
- **Richard Borredon** et **Virginie Laffas**, service public de gestion des déchets de Charente
- **Christine Moro**, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT/MEAE)

16h30-18h00



Atelier : Logement abordable et quartiers informels en Afrique : quel rôle, quelles solutions pour les collectivités afin que chacun ait un toit ?

L'enjeu que représente la création de villes durables, inclusives et résilientes en Afrique, qui verra sa population urbaine tripler d'ici 2050, sera au centre des travaux du Sommet Afrique-France 2020.

L'accès à un logement décent pour tous demeure un engagement plus que jamais à l'ordre du jour, alors que les villes d'Afrique connaissent l'un des taux d'accroissement urbain les plus élevés au monde (4 %). La croissance urbaine, qui peut être une source d'opportunités pour le développement des économies nationales en Afrique, est également porteuse de risques majeurs sur les plans sociaux et environnementaux car elle s'accompagne en général d'une augmentation significative de la proportion d'habitants vivant dans des bidonvilles ou logements informels.

L'ONU définit le logement informel comme « *les espaces résidentiels où les habitants ne disposent pas de sécurité foncière ni de sécurité vis-à-vis de leur habitation. Le quartier manque généralement ou ne dispose pas des services essentiels et des infrastructures urbaines et l'habitation n'est pas conforme vis-à-vis de la planification et des normes de construction. Elle est souvent localisée sur une aire géographiquement et environnementalement à risque* ».

MERCREDI 3 JUILLET

En raison des coûts élevés des logements formels, la fourniture de logements informels est souvent celle qui s'impose. Le logement informel représente, ainsi, près de 3/4 du parc immobilier total en Afrique subsaharienne.

Cet atelier sera ouvert par une présentation des enjeux liés à l'accès au logement pour les populations du secteur informel. Il laissera également une large place aux collectivités territoriales pour la présentation d'expériences menées pour favoriser l'accès au logement du plus grand nombre.

Présidente de séance

Djamila Ioualalen-Colleu, Chargée de mission « Villes durables », Ministère de la transition écologique et solidaire

Animateurs :

- **Adeline Fauré**, Assistante chargée d'étude International et Europe de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme et du Partenariat Français pour la Ville et les Territoires
- **Prudence Adjanohoun**, Chargé de mission, Réseau Habitat et Francophonie (RHF).

Intervenants pressentis :

- **Pam Belcher-Taylor**, Maire de Paynesville (Libéria)
- **Sophie Charles**, Maire de Saint-Laurent du Maroni (Guyane)
- **Djamila Ioualalen-Colleu**, Chargée de mission « Villes durables », Ministère de la Transition écologique et solidaire
- **Anne-Laure Ullmann**, Déléguée générale adjointe aux relations internationales, Ville de Paris
- **Mohamed Mahmoud Ould Jaafar**, Directeur général de la Société de Construction et de Gestion Immobilière de la Mauritanie (ISKAN)
- **Pierre Massis**, Directeur des partenariats et des financements, Agence des Villes et Territoires Méditerranées Durables
- **Christine Lepoittevin**, Directrice, Les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'Œuvre de Cergy

16h30-18h00



Atelier : Relations internationales des collectivités territoriales : quelles spécificités de la présence française des collectivités à l'international ?

L'action extérieure des collectivités territoriales se manifeste partout dans le monde. On ne compte plus les réseaux, les relations existantes entre autorités locales ou facilitées par leur intermédiaire portant sur des sujets variés et donnant lieu à des projets de toute nature. Face à l'accroissement du nombre de relations entre les collectivités, celles-ci s'entrecroisent, se

MERCREDI 3 JUILLET



confortent mais aussi peuvent entrer en concurrence. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les spécificités des collectivités territoriales françaises dans le champ des relations internationales.

Quelle est la « plus-value » de leur présence sur le « marché » des relations internationales inter-collectivités ? Pourquoi les autorités locales étrangères acceptent-elles, voire sollicitent-elles d'entretenir ou développer une relation avec leurs homologues françaises ? S'agit-il d'une approche spécifique dans le mode de relation ? Sont-elles en mesure de proposer des projets ayant un apport spécifique au regard des autres coopérations entre collectivités locales ? L'atelier sera introduit par une courte animation visant à ouvrir des pistes pour le débat. A deux collectivités étrangères, succéderont deux collectivités françaises, chacune exprimant sa compréhension à partir de son expérience. Un bref temps sera réservé pour croiser entre les intervenants leurs points de convergence, les écarts, leur lecture différenciée. Le débat général permettra aux personnes qui le souhaitent de donner leur lecture. Enfin, la lecture croisée de chercheurs apportera un éclairage complémentaire à ce questionnement.

Animatrice

Corinne Lajarge, Directrice des études du CIEDEL, enseignante dans le domaine de l'action internationale des collectivités territoriales (Université Paris I, IEP de Lyon, CIEDEL...)

Président de séance

Bernard Husson, Ancien directeur du CIEDEL, chercheur associé au programme de recherche internationalisation des villes et des territoires CUF-CIEDEL

Intervenants pressentis

- **Nelson Fernandez**, Directeur des relations internationales de la Ville de Montevideo (Uruguay) et coordinateur de l'Alliance euro-latino-américaine de coopération entre villes (Al-Las)
- **Mohamed Ibrahim**, Vice-Président de l'Autorité Intérimaire du Conseil Régional de Tombouctou (Mali)
- **Jean-Marie Tétart**, Maire de Houdan, Président du GIP YCID (Yvelines coopération internationale et développement)
- **Eric Recoura**, Président de l'ARRICOD - association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales
- **Jean-Jacques Gabas**, Président d'honneur du GEMDEV - Groupement d'Etude sur la Mondialisation et le Développement
- **Elisabeth Peyroux**, Chargée de recherche, PRODIG CNRS

MERCREDI 3 JUILLET

9h00

Réunion du groupe-pays Tunisie

Réunion du groupe-pays Sénégal

11h00

Réunion du groupe-pays Palestine

Réunion du groupe-pays Mexique

14h30

Réunion du groupe-pays Russie

Réunion du groupe-pays Arménie

16h30

Réunion du groupe-pays Liban

Réunion du groupe-pays Japon

Réunion du groupe-pays Corée

9h00-10h30

Réunion du groupe-pays Tunisie



Le groupe-pays Tunisie de Cités Unies France, et sa présidente Agnès Rampal, Présidente de la Commission Euro-Méditerranée du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, saisissent l'occasion des Rencontres pour poursuivre la relance du groupe-pays Tunisie.

Pour ce faire, les collectivités seront invitées à faire part de leur retour d'expérience, principalement en matière de décentralisation et de gouvernance locale, démocratie participative, jeunesse, attractivité des territoires.

Leurs participations à plusieurs initiatives et programmes seront évoquées, notamment les séminaires « Lab'baladiya » - laboratoire municipal porté par l'Ambassade de France et la Fédération nationale des villes tunisiennes ; le programme concerté pluri-acteurs « Soyons Actifs/Actives », coordonné par Solidarité laïque ; des projets appelant des collaborations entre collectivités.

A l'issue de la réunion, les participants esquisseront une feuille de route du groupe-pays Tunisie et identifieront les partenariats et alliances à construire.

Présidente de séance

Agnès Rampal, Présidente de la Commission Euro-Méditerranée, Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, Présidente du groupe-pays Tunisie de Cités Unies France





MERCREDI 3 JUILLET

Intervenants pressentis

- Fédération Nationale des Villes Tunisiennes
- Ambassade de France en Tunisie
- Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères
- Ambassade de Tunisie en France
- Solidarité laïque pour le Programme concerté Pluri-Acteurs (PCPA) « Soyons Actifs/Actives »
- Collectivités françaises et tunisiennes
- Organismes d'appui à la coopération décentralisée franco-tunisienne

9h00-10h30

Réunion du groupe-pays Sénégal



Le groupe-pays Sénégal, et son président Mickaël Vallet, maire de Marennes-Hiers-Brouage, saisit l'occasion des Rencontres pour se réunir avec les représentants sénégalais qui auront pu faire le déplacement. L'objectif est de faire le point sur la coopération décentralisée, l'une des plus importantes, soutenue par un dispositif sénégalais-français unique en Afrique sub-saharienne. Il sera aussi question d'écouter les élu(e)s sénégalais(e), dans un calendrier politique dense – les municipales étant prévues en fin d'année, dans un pays bientôt producteur de pétrole avec les changements inhérents. Des changements, des continuités, dans lesquels les collectivités partenaires françaises et sénégalaises devront trouver leur chemin.

Président de séance

Mickaël Vallet, Maire de Marennes-Hiers-Brouage

Intervenants

Des interventions sont prévues, entre autres, d'élu(e)s sénégalais et de leurs associations et de la Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT).

MERCREDI 3 JUILLET

11h00-12h30 Réunion du groupe-pays Palestine



La réunion sera l'occasion de faire état de la situation actuelle en Palestine politique, sociale, économique et d'interroger le rôle et sens pour la coopération décentralisée dans ce contexte.

La multipolarisation du monde rebat les cartes de la géopolitique et notamment celles du Moyen-Orient. L'émergence d'une issue au conflit est-elle possible ?

Se pose, entres autres, la question des perspectives à envisager pour les jeunes palestiniens.

Le RCDP et 14 collectivités territoriales françaises avec l'appui du MEAE se sont joints aux côtés du centre Al Bustan, association située à Jérusalem Est dans le quartier de Silwan, afin de construire un projet triennal en appui à la jeunesse palestinienne de Jérusalem Est de 2019 à 2022. Quatre activités seront mises en place avec les collectivités françaises chefs de file, elles seront présentées au cours de cette réunion :

- santé et accompagnement à la parentalité,
- filmographie et audiovisuel,
- activités physiques et sportives,
- arts du cirque.

Président de séance

Hassan Hmani, Adjoint au maire de Nanterre et Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine

Intervenants

- **Dominique Vidal**, Collaborateur, Monde Diplomatique
- **Jacques Bourgoïn**, Maire honoraire de Gennevilliers, Vice-Président du RCDP
- **Abdallah Anati**, Directeur de l'APLA, Association des autorités locales palestiniennes

MERCREDI 3 JUILLET

11h00-12h30 Réunion du groupe-pays Mexique



Cette réunion aura pour objectifs suivants :

- présenter la stratégie de coopération du Ministère mexicain des affaires étrangères, et du programme d'internationalisation des 50 villes pour un développement local durable,
- faire un bilan du fonds de coopération de l'appel à projets de la coopération décentralisée franco-mexicaine,
- discuter la proposition de réaliser une réunion croisée-pays Mexique et France, prévue au deuxième semestre 2019 à Brest,
- échanger avec les collectivités présentes sur l'état actuel et perspectives de leurs coopérations suite aux élections municipales mexicaines de 2018.



Présidence de la séance :

Michel Vernejoul, Président du groupe-pays Mexique, Conseiller délégué en charge des relations internationales et de la coopération décentralisée, Bordeaux Métropole, Maire de Martignas-sur-Jalle.

Intervenants :

- Un(e) représentant(e) de l'Ambassade du Mexique à Paris
- **Marie Rodriguez**, Chargée de mission auprès de l'Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Olivier Ramadour**, Directeur des Relations internationales, Cabinet du Maire de Bordeaux, Cabinet du Président de Bordeaux Métropole

14h30-16h00 Réunion du groupe-pays Russie



Cette cinquième **réunion de groupe-pays Russie sera l'occasion de faire le point sur l'évolution de la coopération décentralisée franco-russe. Elle permettra l'établissement d'un état des lieux des partenariats des collectivités territoriales engagées dans la coopération avec la Russie.**

Espace de discussion privilégié, cette réunion permettra aux collectivités de mutualiser leurs expériences et d'échanger sur les thématiques centrales de la coopération franco-russe à savoir la culture, la jeunesse, le tourisme, l'économie, l'innovation et le développement durable. Les perspectives de la coopération décentralisée avec la Russie et un programme de travail du groupe-pays pour les mois à venir seront aussi au programme de cette réunion. Avec la volonté de redynamiser la coopération entre la France et la Russie, la



MERCREDI 3 JUILLET

question de l'organisation de la 5^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée sera également abordée. Cette Rencontre, lieu d'échange et de réflexion, axée sur un thème particulier à chaque édition, donne la possibilité aux collectivités territoriales françaises et russes de mutualiser leurs expériences, partager leur savoir-faire et discuter de sujets de préoccupations communs.

Président de séance

Rudy Salles, Adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant Christian Estrosi, Maire de Nice et Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président du groupe-pays Russie de CUF

Intervenants

- **Roland Ries**, Maire de Strasbourg et Président de CUF
- **Christine Moro**, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales, MEAE
- **Mikhael Makarov**, Représentant commercial de la Fédération de Russie en France
- **S.E.M. Alexey Meshkov**, Ambassadeur de Russie en France (à confirmer)
- Vice-Ministre russe du Développement économique (à confirmer)

14h30-16h00 Réunion du groupe-pays Arménie



Des assises de coopération franco-arméniennes avaient été envisagées fin 2019, mais notamment au regard de la période de réserve due aux élections municipales en France, il n'a pas été possible de trouver une date. Elles sont donc reportées en 2020 et Patrick Devedjian, Président du groupe-pays Arménie, a proposé qu'une réunion puisse se tenir à l'occasion des Rencontres de Cités Unies France.

Ce temps de travail sera l'occasion 1/ de faire un point de situation de la décentralisation en Arménie, 2/ de proposer une date et un lieu pour les assises en 2020, 3/ et d'identifier des thématiques d'échange avec les partenaires arméniens. Il sera également proposé de constituer un comité de pilotage pour préparer ces assises.

Président de séance

Patrick Devedjian, Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine

Intervenants

Ambassade d'Arménie en France

MERCREDI 3 JUILLET

Direction de la mondialisation du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

16h30-18h00 Réunion du groupe-pays Liban



Les jeudi 19 et vendredi 20 septembre 2019, le département de l'Aude accueillera **les 3èmes Assises de la coopération décentralisée franco-libanaise**. Le thème sera « Le développement de la coopération décentralisée franco-libanaise : un appui à la gouvernance locale ». Sept ans après les 2èmes assises à Beyrouth, cet événement permettra de dresser le bilan de la coopération décentralisée, d'étudier les grandes tendances qui s'en dégagent et d'envisager de nouvelles perspectives.



Le groupe-pays Liban, et sa présidente Valérie Dumontet, vice-présidente de conseil départemental de l'Aude, saisie l'occasion des Rencontres pour faire un point avec les membres présents et les partenaires libanais qui auront pu faire le déplacement.

Présidente de séance

Valérie Dumontet, Vice-Présidente, Conseil départemental de l'Aude

Intervenants

Des interventions sont prévues, entre autres, de Cités Unies Liban/BTVL, de la Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT).

16h30-18h00 Réunion du groupe-pays Japon



PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE FRANÇAIS DES 7^e RENCONTRES FRANCO-JAPONAISES

La réunion du groupe-pays Japon rassemblera les membres du Comité de pilotage français des **7^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée** qui se tiendront à Aix-en-Provence, en novembre 2020. Ce premier rendez-vous du Comité de pilotage permettra de présenter le thème général et les ateliers proposés pour ces 7^e Rencontres, ainsi que le programme d'activités, et sera l'occasion de faire le point sur la participation des collectivités françaises et japonaises.

Ces Rencontres visent à mutualiser les connaissances des collectivités locales françaises et japonaises sur des sujets de préoccupation communs, d'approfondir les coopérations existantes ou de créer de nouveaux partenariats.

MERCREDI 3 JUILLET

Co-présidents de séance

Jean-Michel Berlemont, Adjoint au maire délégué aux Relations Internationales Européennes et Transfrontalières de la Ville de Nancy et Président du groupe-pays Japon de Cités Unies France

Karima Zerkani-Raynal, Adjointe au maire déléguée aux Relations Internationales d'Aix-en-Provence, Présidente du Comité de pilotage français des 7^e Rencontres (à confirmer)

16h30-18h00 Réunion du groupe-pays Corée



Le groupe-pays Corée du Sud de Cités Unies France, et son président Jérôme Tebaldi, Adjoint au maire de Tours, saisissent l'occasion des Rencontres pour donner suite aux temps forts de ces derniers mois du groupe-pays et des activités conduites par ses membres, avec les collectivités et autorités coréennes : nouveaux partenariats, échanges entre pairs, mission du groupe-pays en Corée.

Seront à l'ordre du jour de cette rencontre : les relations bilatérales franco-coréennes, les modalités de travail avec les organismes et partenaires publics et privés ; des chantiers à initier pour des formats et des contenus innovants de prochaines activités et projets en commun (outils de coopération, missions conjointes, visites d'études dans les territoires...).

Le groupe-pays Corée sera honoré par la présence :

- d'une haute délégation de la Métropole de Daegu
- d'une représentation de l'Ambassade de Corée en France et de la Governors Association of Korea

Président de séance

Jérôme Tebaldi, Adjoint au maire de Tours, délégué aux Relations Internationales et au Rayonnement, Président du groupe-pays Corée de Cités Unies France

Intervenants :

- **Jisook Bae**, Présidente du Conseil métropolitain de Daegu
- **Lee Sanggil**, 1^{er} Vice-Maire de Daegu Métropole
- **S.E.M. Jong-Moon Choi**, Ambassadeur de la République de Corée en France
- **Kyeng-ju Choi**, Directeur général de la Governors Association of Korea (GAOK) France et Conseiller à l'Ambassade de Corée
- Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (à confirmer)
- Ambassade de France en Corée (à confirmer)

MERCREDI 3 JUILLET - SALLE A

- 9h30-10h00** **Micro-atelier 1 : Ville d'Hérouville Saint-Clair**
Un projet mobilisant les partenaires locaux en France et au Maroc
- 10h00-10h30** **Micro-atelier 3 : MEAE / DAECT**
Associer la jeunesse à vos projets !
- 10h30-11h00** **Micro-atelier 5 : CIRREMA**
Présentation des RRMA et des outils à disposition pour les collectivités
- 11h00-11h30** **Micro-atelier 7 : INTA**
Territoires et santé : engager une culture commune de la santé des territoires
- 11h30-12h00** **Micro-atelier 9 : ARRICOD & le Master SIAL de l'IEP de Grenoble**
Boîte à idées pour insuffler une culture de l'international aux agents de collectivités territoriales
- 12h00-12h30** **Micro-atelier 11 : ARRICOD**
Programme des Universités de l'ARRICOD 2019 : appel à contributeurs !
- 12h30-13h00** **Micro-atelier 13 : Région Nouvelle-Aquitaine et F3E**
L'évaluation comme outil d'animation territoriale ? 10 ans de coopération entre la Nouvelle-Aquitaine et Itasy (Madagascar)
- 14h30-15h00** **Micro-atelier 15 : Cités Unies France**
Le dispositif d'appuis à l'action internationale des collectivités territoriales - DCOL
- 15h00-15h30** **Micro-atelier 17 : Région Catalogne avec PLATFORMA et CGLU**
L'intégration des ODD dans la coopération au développement
- 15h30-16h00** **Micro-atelier 19 : Châtelleraut et Kaya (Burkina Faso)**
Politiques publiques décentralisées : le défi d'une coopération trilatérale
- 16h00-16h30** **Micro-atelier 21 : Ville d'Allonnes**
Projet de développement local durable dans les villages de Sangha (Mali)
- 16h30-17h00** **Micro-atelier 23 : PLATFORMA**
PLATFORMAwards : contribuer à l'excellence de la coopération décentralisée
- 17h00-17h30** **Micro-atelier 25 : Climate Chance**
Penser local, agir global. Mesurer et valoriser l'impact climat de ma coop' dec'
- 17h30-18h00** **Micro-atelier 27 : PLATFORMA**
Comprendre les institutions européennes, réussir son plaidoyer

MERCREDI 3 JUILLET - SALLE B

- 9h30-10h00** **Micro-atelier 2 : Communauté d'agglomération Cergy Pontoise**
Modélisation 3D - 360° de places réhabilitées à Porto Novo (Bénin)
- 10h00-10h30** **Micro-atelier 4 : G.R.E.F.**
Éducation, développement et coopération
- 10h30-11h00** **Micro-atelier 6 : RIAFCO**
Un réseau innovant pour le financement des collectivités territoriales africaines
- 11h00-11h30** **Micro-atelier 8 : CNAM**
Internationaliser son incubateur : l'expérience du CNAM (ENJMIN - Angoulême)
- 11h30-12h00** **Micro-atelier 10 : Région Auvergne - Rhône-Alpes**
Partage d'agendas avec les partenaires : pour quoi faire et comment faire ?
- 12h00-12h30** **Micro-atelier 12 : Conseil départemental de Loire-Atlantique**
Accompagnement à la décentralisation en Tunisie
- 12h30-13h00** **Micro-atelier 14 : PLATFORMA avec FESTISOL et AFCRE**
Impliquer la citoyenneté en matière de solidarité internationale, un enjeu européen et mondial
- 14h30-15h00** **Micro-atelier 16 : CFSI**
Des systèmes alimentaires territoriaux en Afrique de l'Ouest
- 15h00-15h30** **Micro-atelier 18 : MEAE / DAECT - PNUD**
Le b.a.-ba des ODD
- 15h30-16h00** **Micro-atelier 20 : DAECT / MEAE**
Les appels à projets de la DAECT
- 16h00-16h30** **Micro-atelier 22 : CNAM**
Relier les écosystèmes innovants de la route de la soie : l'expérience du CNAM
- 16h30-17h00** **Micro-atelier 24 : Ville de Baie-Mahault (Guadeloupe)**
Baie-Mahault : une transition écologique et culturelle par la coopération
- 17h00-17h30** **Micro-atelier 26 : CODATU et Eurométropole de Strasbourg**
Projet de coopération décentralisée : les mobilités urbaines à Kairouan (Tunisie)
- 17h30-18h00** **Micro-atelier 28 : Agence Française de Développement (AFD)**
Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL)

MARDI 2 JUILLET

18h30-19h30 Mise à l'honneur « Femmes élues dans le monde » - Espace CUF

A l'occasion de ces Rencontres, nous avons également choisi de distinguer des femmes élues dans le monde qui, par leur action, ont permis de réduire les inégalités sur leur territoire. Des prix seront ainsi remis par des personnalités.

La marraine du cocktail de mise à l'honneur de femmes élues remarquables sera Rachel Khan. Née à Tours d'un père gambien et d'une mère française, d'origine juive polonaise, Rachel Khan est d'abord athlète de haut niveau, puis conseillère culturelle au cabinet du Président de la Région Île-de-France avant d'être responsable du développement du magazine « Causette ». Comédienne, auteure du roman « Les Grandes et les Petites Choses », elle contribue à l'essai manifeste collectif « Noire n'est pas mon métier ». Elle est depuis peu directrice de l'association « 1000 visages ».

MERCREDI 3 JUILLET

9h00-18h00 Escape Game de Cités Unies France : Objectifs de Développement Durable : « ODD-yssée de l'espoir »

Salle 3 : 40' par game / 5-6 personnes



2039. Le monde entier tel qu'on le connaissait a disparu. Vous faites partie des derniers survivants de la planète.

Enfermés dans l'ex QG de l'association Green-CUF, vous êtes piégés. L'ancienne DG de Green-CUF avait réussi à créer une machine à remonter le temps qui pourrait vous permettre de retrouver vos familles et une localité habitable. La machine est réglée à 2019, mais impossible de la faire fonctionner ! Parviendrez-vous à revenir dans le temps... à temps pour sauver la planète ? Une seule clé : les ODD...

Un escape game, qu'est-ce que c'est ? Un jeu ludique et innovant ! Le but : s'échapper d'une pièce fermée. Pour y parvenir, les participants doivent répondre à une série d'énigmes et de messages codés, découvrir des indices dissimulés dans le décor, et travailler en équipe. Une histoire fictive pose le cadre, et le compte à rebours est lancé : pour l'escape game des Rencontres, il sera réglé à 40 minutes. Pour gagner, il faut s'échapper à temps !

Partenaires institutionnels



Au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et rattachée à la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) définit et met en oeuvre, en concertation avec les ambassades françaises et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des actions extérieures des collectivités territoriales. Elle agit à chaque fois comme un centre de ressources et d'appui aux collectivités territoriales : soutien juridique, services d'informations, d'analyse et de conseils auprès des collectivités.

Elle met en place des outils favorisant la mise en cohérence et la mutualisation (assises bilatérales, appels à projets en soutien à la coopération décentralisée et cofinancements, atlas de la coopération décentralisée, programme d'expertise PACT3 et bourse-partenariats).

*57 Boulevard des Invalides - 75007 Paris - Tel : 01 43 17 62 64
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/>*



Rattachée au Premier ministre et réunissant tous les acteurs de la coopération décentralisée (ministères et opérateurs, collectivités territoriales, associations spécialisées comme CUF et l'AFCCRE), la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) est une instance d'échanges et de propositions, chargée d'établir un état de la coopération décentralisée. Le secrétariat de la Commission et la mise en oeuvre de sa politique sont assurés au sein du ministère des Affaires étrangères par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), en charge de la coordination interministérielle.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/presentation-et-activites-de-la-cncd-et-de-la-daect/article/presentation-de-la-commission-nationale-de-la-cooperation-decentralisee-cncd>



Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale.

Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Les équipes de l'AFD sont engagées dans plus de 4000 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et 115 pays. L'AFD contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

L'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et préservent l'environnement. En 2018, l'AFD a consacré 11,4 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer français.

A la clef, des investissements dans le capital humain, le soutien au secteur privé, le financement de projets de transports collectifs, l'accompagnement de politiques publiques nationales, l'appui à des acteurs non souverains dont les collectivités territoriales, afin de favoriser des trajectoires de développement plus justes et plus durables. Face aux défis du dérèglement climatique, l'AFD apporte au quotidien la démonstration qu'il existe des solutions concrètes qui concilient climat et développement. En 2018, 50% des engagements de l'AFD sont accompagnés de co-bénéfices sur le climat, dont 1,6 milliard d'euros consacré à l'adaptation au changement climatique.

5 rue Roland Barthes - 75012 Paris - Tel : 01 53 44 31 31 - www.afd.fr



Le projet PLATFORMA est cofinancé par l'Union européenne



PLATFORMA est la coalition européenne des collectivités territoriales – et leurs associations – actives dans la coopération décentralisée : la coopération au développement de ville à ville et de région à région. Depuis sa création en 2008, PLATFORMA représente plus de 100 000 gouvernements locaux et régionaux. Tous sont des acteurs clés de la coopération internationale pour un développement durable. La diversité des partenaires de PLATFORMA représente la singularité de ce réseau. PLATFORMA reflète les multiples réalités des gouvernements locaux et régionaux en Europe et dans le monde.

Le but de PLATFORMA est de faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel, mais aussi de renforcer le rôle spécifique des gouvernements locaux et régionaux dans les politiques de développement. En 2015, PLATFORMA a signé une convention-cadre de partenariat avec la Commission européenne. Ses signataires s'engagent à prendre des mesures fondées sur des valeurs et des objectifs communs pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde tout en favorisant la démocratie locale et le

développement durable. Retrouvez l'actualité de PLATFORMA sur platforma-dev.eu

Suivez PLATFORMA sur Twitter @Platforma4Dev

Inscrivez-vous à la newsletter de PLATFORMA : <http://eepurl.com/cPTV9g>



Fondée en 2004, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) représente et œuvre pour la défense des intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale. Basée à Barcelone, l'organisation soutient la coopération internationale entre les villes et leurs associations et facilite la mise en place de programmes, de réseaux et de partenariats afin de renforcer les capacités des gouvernements locaux. L'Organisation promeut le rôle des femmes dans la prise de décision locale et offre un accès privilégié à l'information sur la gouvernance locale dans le monde entier.

CGLU anime le travail de la Global Task force de gouvernements locaux et régionaux qui réunit plus de 30 réseaux actifs au niveau international. (www.gtf2016.org).

La mission de CGLU est d'être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale et régionale démocratique, promouvoir ses valeurs, ses objectifs et ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux et régionaux, comme au sein de la communauté internationale.

Les objectifs de CGLU :

- renforcer le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans le système international de prise de décision ;
 - mobiliser l'action locale en faveur du développement ;
 - promouvoir des gouvernements locaux et des associations nationales représentatives, fortes et efficaces ;
 - encourager l'innovation au service de la gouvernance locale.
- CGLU s'est dotée d'un plan d'action ciblé, dont les principaux axes sont :
- accroître la place et l'influence des gouvernements locaux et de leurs associations dans la gouvernance mondiale ;
 - faire de CGLU la principale source d'appui pour des gouvernements locaux efficaces et innovants, proches de leurs citoyens ;
 - faire de CGLU une organisation globale efficace et démocratique.

Cités et Gouvernements Locaux Unis - Secrétariat mondial
Carrer Avinyó, 15 08002 Barcelona (Espagne)
Tel + 34 933 428 750 Fax + 34 933 428 760 - info@uclg.org

Nos groupes-pays



Europe

Russie
Arménie

Méditerranée

Algérie Maroc
Tunisie Liban
Israël Palestine - RCDP

Afrique

Mali Mauritanie
Bénin Sénégal
Burkina Faso Niger
Madagascar Cameroun
Comores



Amériques

Amérique centrale & Cuba
Argentine
Chili
Brésil
Haïti
États-Unis
Mexique



Asie

Chine
Inde
Japon
Vietnam
République de Corée

Présentation de Cités Unies France



Cités Unies France est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveaux, de toutes les collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale, toutes égales quel que soit leur statut ; ces collectivités adhérentes coopèrent et échangent entre elles, au sein du réseau, créée en 1975. Sa mission est d'accompagner l'ensemble des collectivités territoriales françaises dans la mise en œuvre d'une action internationale (Action Internationale des Collectivités Territoriales - AICT), au service de leur ouverture internationale, de leur rayonnement, de leur attractivité, et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.

Cités Unies France est membre fondateur de l'organisation mondiale des pouvoirs locaux : Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 27, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de capitaliser des expériences et d'impulser des actions concertées.

Au-delà de cette approche géographique, l'association privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée : Objectifs du développement durable, crises et réfugiés, développement économique... Chaque groupe-pays ainsi que les principaux groupes thématiques sont présidés par un élu, chargé de l'animation du groupe et, le cas échéant, de sa représentation à l'extérieur.

Cités Unies France collabore étroitement avec les associations de pouvoirs locaux françaises et internationales. Des conventions lient l'association à d'autres institutions françaises, qu'il s'agisse des ministères – Europe et Affaires étrangères, Education, Jeunesse et Sports, Transition écologique et solidaire -, de l'Assemblée Nationale, du Sénat, de l'Agence française de développement.

Au niveau européen, Cités Unies France est membre fondateur de Platforma, plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement créée en 2008 pour rassembler les associations de collectivités européennes et faire valoir leur spécificité en matière de coopération au développement.

Sur la scène nationale et internationale, Cités Unies France œuvre pour la reconnaissance de l'action internationale des collectivités territoriales et de sa spécificité. Elle milite pour la représentation des collectivités dans les instances de décisions qui touchent de près ou de loin au développement des territoires et travaille activement pour la mise en place d'outils de financement spécifiques.

9, rue Christiani - 75018 Paris

Tél. : 01 53 41 81 81

Site Internet : www.cites-unies-france.org



DCOL

Le dispositif d'appui à l'action internationale des collectivités territoriales

Cités Unies France et ses partenaires l'AFD et la DAECT/MEAE mettent à disposition des collectivités un dispositif d'appui, afin de renforcer leurs capacités et de faciliter leur accès aux financements proposés par les divers bailleurs.

Cet appui prend la forme de mise à disposition d'une expertise externe, via un consultant, que le dispositif prend en partie en charge à hauteur de :

80% de la prestation si la collectivité est adhérente à Cités Unies France

50% de la prestation si la collectivité n'est pas adhérente à Cités Unies France

Trois types d'appui sont disponibles



Appui à l'élaboration d'une stratégie à l'international

- Appui à la réalisation d'un diagnostic territorial : conditions de mise en œuvre d'une action à l'internationale, identification des priorités
- Cette stratégie à l'international devra comprendre obligatoirement un volet coopération



Appui au montage de projet

- La structuration / gestion du projet
- Le montage partenarial
- Le montage financier



Appui aux démarches d'évaluation de projet

- Préparation de l'évaluation : objectifs, planification de la collecte et la gestion des données
- Appui à l'écriture du cahier des charges
- Appui à la capitalisation et à la diffusion des résultats d'une évaluation
- Appui à la mise en œuvre des recommandations

Comment postuler ?

Retrouvez toutes les informations concernant le dispositif d'appui sur le Guide, disponible sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org

L'ensemble des collectivités territoriales est éligible au dispositif.

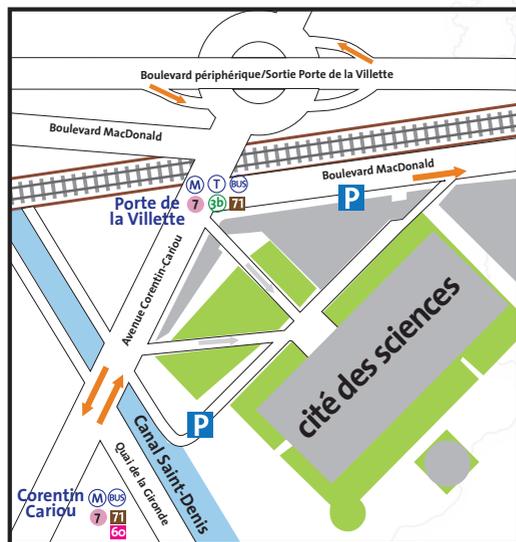
Contacts

- Linda Naili : 01 53 41 81 90 - l.naili@cites-unies-france.org
- Sahra Cherid : 01 53 41 81 93 - s.cherid@cites-unies-france.org

avec le soutien de



Cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris



Venir en transport en commun :

- **Métro** : ligne 7, station Porte de la Villette.
- **Autobus** : lignes 139, 150, 152, station Porte de la Villette
- **Tramway** : T3b (Porte de Vincennes - Porte de la Chapelle) station Porte de la Villette.

Venir en voiture :

- Paris **périphérique nord**, sortie Porte de la Villette.
- **Parc-autos payant**, entrée quai de la Charente et boulevard Macdonald.

Venir en vélo :

- Un réseau de **pistes cyclables** permet d'atteindre la Cité des Sciences et de l'Industrie depuis le centre de Paris.
- Stations **Vélib'** aux environs de la Cité

Cités Unies France :

- Tél. : +33(1) 53 41 81 81
- Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
- Site Internet : www.cites-unies-france.org

Horaires

mardi 2 juillet : 12h30-19h30
mercredi 3 juillet : 8h30-19h00

Accueil

Badges et information : Centre des congrès - niveau -1 de la Cité des Sciences et de l'Industrie

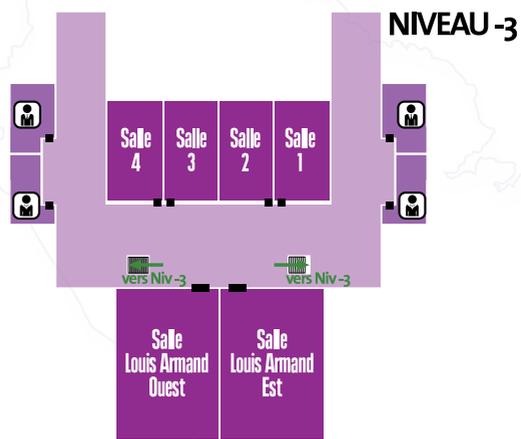
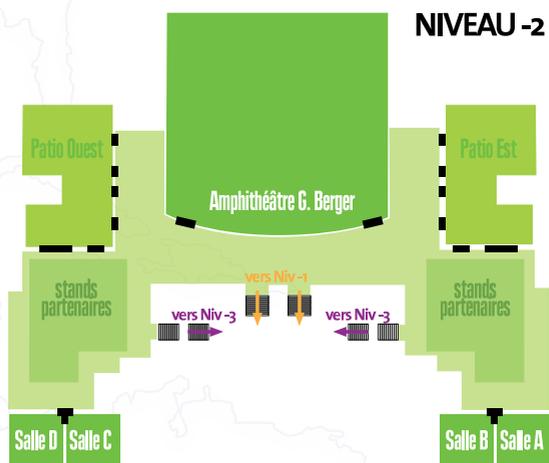
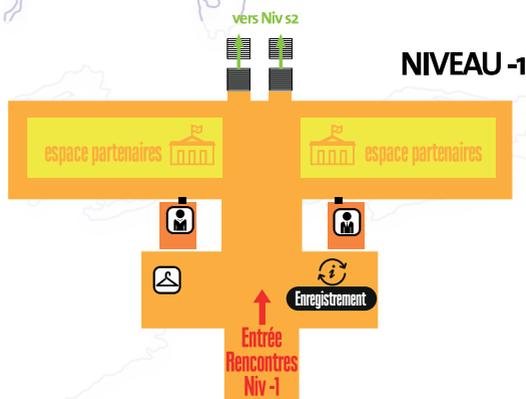
Réseaux sociaux

 Site des Rencontres : www.raict.org
 @CitesUniesFR
#RencontresAICT2019

Connexion Wi-Fi sur place :

Identifiant : RAICT2019
Mot de passe : RAICT2019

Pratique Plans des niveaux de la Cité de Sciences



Programme par salle

MARDI 2 JUILLET

12H30

13H00

13H30

14H00

Accueil des participants - Enregistrement

14H00

14H30

15H00

15H30

16H00

Amphi G. Berger

Ouverture des Rencontres

Amphi G. Berger

Séance plénière 1

Table ronde : « Développons ensemble des territoires durables dans des contextes français, européens et internationaux très mouvants »

16H30

17H00

17H30

18H00

18H30

Pause
café à
l'Espace
Partenaires

Amphi G. Berger

Séance plénière 2

Présentation des 3 sessions

Événement

Mise à l'honneur des
« Femmes élues
dans le monde »
à l'Espace Partenaires

Pratique Programme par salle

MERCREDI 3 JUILLET	9H00	9H30	10H00	10H30
Salle L. Armand Est	 Conférence Dans un contexte de sortie de crise en République centrafricaine, comment poser les enjeux de la décentralisation et de la ville durable ?			Pause café à l'Espace Partenaires
Salle L. Armand Ouest	 Conférence Citoyenneté, démocratie participative et innovation sociale en Afrique : quelle place les collectivités donnent-elles aux femmes et aux jeunes ?			
Salle 1	 Atelier Les partenariats Public-Privé à l'étranger sont-ils la panacée ? Analyse des causes des réussites et des échecs			
Salle 2	 Atelier Crise et conflit dans les pays partenaires : Réaction des collectivités territoriales européennes. Les cas de l'Ukraine et du Nicaragua			
Salle 3	 Escape game Objectifs de Développement Durable : « ODD-ysée de l'espoir »			
Salle 4	  Réunion du groupe-pays Tunisie			
Salle A		Micro-Atelier (MA) 1	MA 3	MA 5
Salle B		MA 2	MA 4	MA 6
Salle C	  Réunion du groupe-pays Sénégal			

11h00

11h30

12h00

12h30

12h30



Conférence

Quelles solutions les collectivités portent-elles en matière d'innovation énergétique et climatique en Afrique ?



Conférence

Les entreprises ont aussi des solutions pour construire des territoires durables en Afrique. Échangeons !



Atelier

JESR, un programme algéro-français pour une jeunesse engagée sur les deux rives. Présentation des travaux



Réunion du groupe-pays Palestine



Escape game Objectifs de Développement Durable :
« ODD-ysée de l'espoir »



Réunion du groupe-pays Mexique

MA 7

MA 9

MA 11

MA 13

MA 8

MA 10

MA 12

MA 14

Cocktail
Déjeuner
Salle
«Le Loft»

Pratique Programme par salle

MERCREDI 3 JUILLET	14H30	15H00	15H30	16H00	
Salle L. Armand Est	 Conférence Reconstruction en Irak : quels sont les enjeux de la décentralisation et comment les collectivités françaises peuvent-elles s'y associer ?			Pause café à l'Espace Partenaires	
Salle L. Armand Ouest	 Conférence Quelle place pour l'économie sociale et solidaire en Afrique et dans les projets de coopération pour des territoires durables ?				
Salle 1	 Atelier Comment les approches concertées (universités, entreprises, collectivités territoriales) peuvent-elles « booster » l'innovation territoriale ?				
Salle 2	 Atelier Sécurité et espace public : un exemple de cartographie des politiques publiques incluant une approche « genre »				
Salle 3	 Escape game Objectifs de Développement Durable : « ODD-yssée de l'espoir »				
Salle 4	 Réunion du groupe-pays Russie				
Salle A	MA 15	MA 17	MA 19		MA 21
Salle B	MA 16	MA 18	MA 20		MA 22
Salle C	 Réunion du groupe-pays Arménie				
Salle D					

16H30

17H00

17H30

8H00

18H30



Conférence

Alliance globale pour les crises urbaines (GAUC) : Quels défis pour les collectivités face aux crises urbaines (réfugiés, reconstruction, résilience) ?



Conférence

Dans des contextes budgétaires contraints, comment mobiliser les dispositifs 1% au service des projets ?



Atelier

Logement abordable et quartiers informels en Afrique : quel rôle, quelles solutions pour les collectivités afin que chacun ait un toit ?



Réunion du groupe-pays Liban



Escape game Objectifs de Développement Durable : « ODD-ysée de l'espoir »



Réunion du groupe-pays Japon

MA 23

MA 25

MA 27

MA 24

MA 26

MA 28



Atelier

Relations internationales des collectivités territoriales : quelles spécificités de la présence française des collectivités à l'international ?

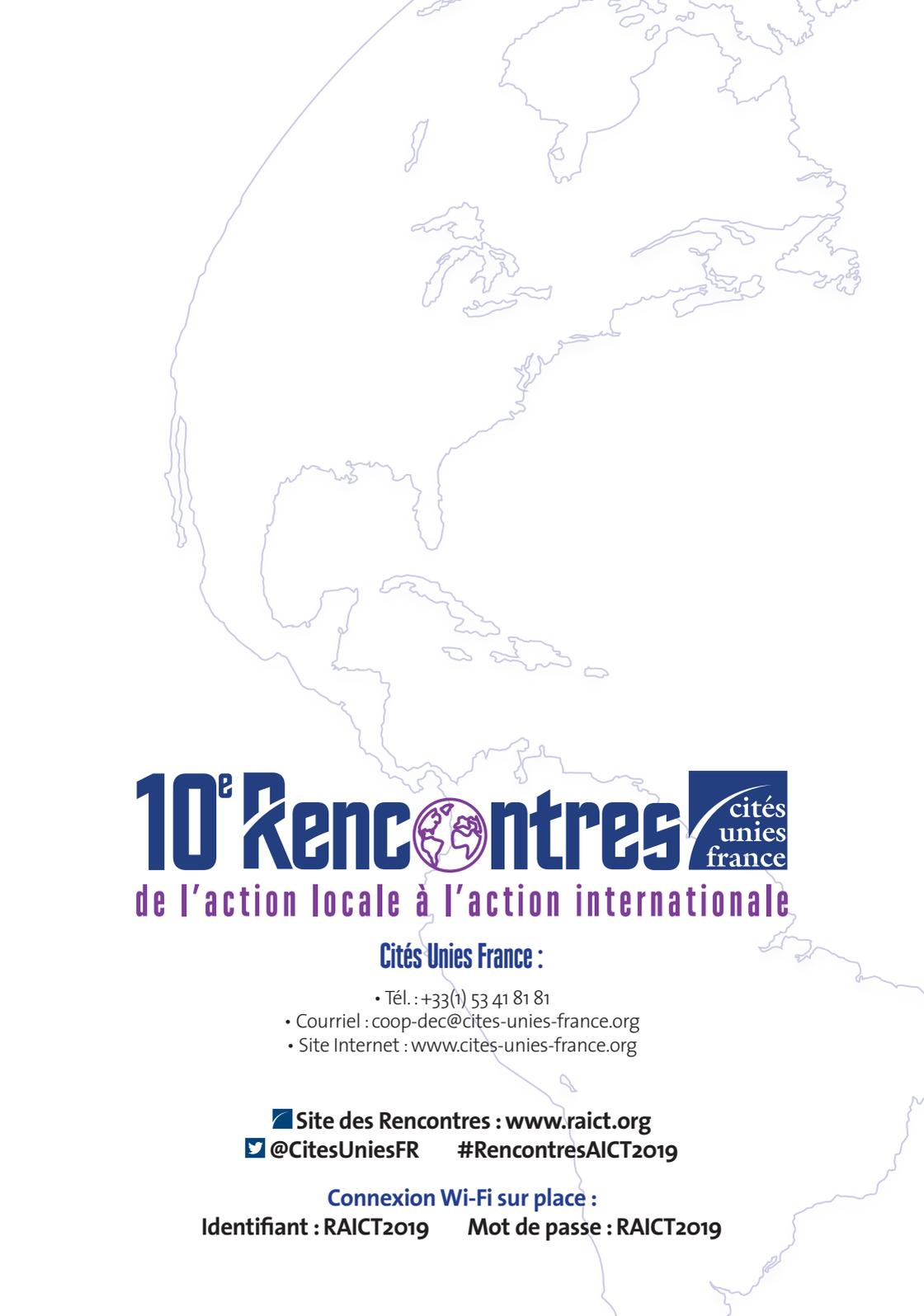


Réunion du groupe-pays Corée

Restitution des travaux

CONCLUSIONS et formulation de RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT

Pot de clôture



10^e Rencontres ntres

de l'action locale à l'action internationale

Cités Unies France :

- Tél. : +33(1) 53 41 81 81
- Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
- Site Internet : www.cites-unies-france.org

 Site des Rencontres : www.raict.org
 @CitesUniesFR #RencontresAICT2019

Connexion Wi-Fi sur place :

Identifiant : RAICT2019 Mot de passe : RAICT2019